

L'affaire Louis de Kalbermatten

(5 septembre 1803)

Dans ses *Mémoires historiques sur le Valais*, le chanoine Anne-Joseph de Rivaz a consacré un chapitre entier à « l'affaire de M. de Kalbermatten »¹. Ce n'est qu'un sordide fait divers que de Rivaz présente comme « l'affaire » de l'année 1803. Les « honnêtes gens du pays », qu'il vaudrait mieux appeler les nantis, partagent son opinion.

De Rivaz se soucie peu de l'origine de l'animosité qui, depuis plus d'une année, se manifeste entre le général Turreau et Louis de Kalbermatten. Peu lui chaut que les éclats de quelques vitres ne soient qu'un règlement de comptes par personnes interposées ! Le scandale du 5 septembre lui fournit l'occasion de stigmatiser une fois de plus la « grande infamie » et la « vilaine âme » du grand bailli Augustini qu'il déteste. Il nous vaut de lire un chapitre écrit avec passion, en même temps qu'il nous incite à mieux connaître les causes et les circonstances de ce scandale séduisant que de Rivaz dramatise à souhait et qu'il convient de ramener à ses justes proportions.

* * *

L'affaire du 5 septembre 1803, qui éclate le soir du premier anniversaire de l'indépendance du Valais, est l'aboutissement d'une longue hostilité entre le général Turreau et un conseiller de la ville de Sion, Louis-Grégoire de Kalbermatten. Il est nécessaire, pour la bien comprendre, de revenir au mois de février 1802, au moment où les communes valaisannes organisent « le pèlerinage de Berne » pour affirmer leur désir de rester suisses.

¹ A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet, dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. 5-7, 3 vol., Lausanne, 1961 (cité : A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*). — Sur cette affaire, voir t. 1, pp. 154-170.

A cette époque, Louis de Kalbermatten et son collègue au conseil de Sion Alphonse Kuntschen parcourent secrètement les communes des districts de Sion et d'Hérémenche pour les encourager à manifester leurs vœux d'appartenir à la République helvétique. En compagnie d'autres députés, ils partent pour Berne, dès le 20 février. A leur passage dans les districts de Sierre et de Loèche, ils y encouragent la création de députations analogues. Plusieurs exprès sont envoyés dans tous les autres districts pour prévenir les autorités de l'existence et du but de leur députation. En peu de jours, des députés des 74 communes du Valais se trouvent rassemblés à Berne. Ils sont munis de pouvoirs et d'instructions à peu près identiques. Ils sollicitent des landammans et des membres du Petit Conseil une audience qui leur est accordée. Pierre-Antoine Preux et Tousard d'Olbec y prononcent un discours, celui-ci en français, celui-là en allemand².

Le général Turreau prend ombrage de cette députation spectaculaire. Son éclat contrecarre sa mission. N'est-il pas chargé d'obtenir « insensiblement et sans trouble » la réunion du Valais à la France ? Quoiqu'il affecte de présenter la manifestation des communes comme « un cautère sur une jambe de bois »³, il ne se contient pas. Il sait le rôle prépondérant que Louis de Kalbermatten a joué dans la mise en branle de la députation. Il l'accable de sa vengeance immédiate. Il quitte la maison Supersaxo, propriété de M. de Lavallaz, où il a établi son quartier général au mois de novembre 1801, et il s'introduit despotiquement dans celle de Louis de Kalbermatten que garde seule une servante. Il s'en fait ouvrir toutes les chambres par ses soldats et, le 3 mars 1802, il occupe son nouveau logement à l'insu du propriétaire légitime⁴.

Dès son retour à Sion, de Kalbermatten trouve sa maison occupée. Il ne lui reste qu'à se chercher un nouvel appartement. Il le trouve chez Alphonse de Kalbermatten. Malgré la violence avec laquelle il s'est emparé de son logement, Turreau propose néanmoins d'en payer

² Pour le discours prononcé par la députation valaisanne conduite par Tousard d'Olbec pour la partie française et par Pierre-Antoine Preux pour la partie allemande, voir Archives du Valais (cité : AV), fonds de Rivaz (cité : Rz), cart. 75, fasc. 17. Ce discours est publié dans Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 537-538, et dans Charles-Emmanuel de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, publiés par Grenat, Sion, 1890 (cité : Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*), pp. 108-111. — Pour la protestation, voir AV, Rz, cart. 72, fasc. 5, n° 6. Elle est publiée partiellement dans Grenat, p. 538 et intégralement dans Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 111-117. — Voir également notre *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 159 et 167-168.

³ Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, p. 107.

⁴ *Nouvelliste Vaudois*, n° 21, du 12 mars 1802. — Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires*, pp. 107-108. — René de Preux, *Autour d'un procès. — L'affaire Louis-Grégoire de Kalbermatten (5 septembre 1803)*, pp. 207-208 (cité : René de Preux), dans *Annales Valaisannes*, 1945, pp. 205-228.

le loyer. Louis de Kalbermatten refuse d'entrer en discussion sous prétexte qu'il en a lui-même besoin et que cet appartement n'est « aucunement dans le cas d'être loué, à quelque prix que ce soit ».

Après bien des discussions, on signe une convention au terme de laquelle le général payera une location de trente-six livres de France par mois⁵. Le montant du loyer est exactement versé jusqu'au début du mois de mai 1802, quand le général se déplace à Bex avec son quartier général. Mais, au moment de son départ de Sion, Turreau refuse de rendre les clés de son logement qu'il conserve à sa disposition et pour lequel il refuse d'acquitter le loyer. Louis de Kalbermatten s'impatiente. Il écrit au général qui s'obstine à ne pas lui répondre. Finalement, de Kalbermatten descend à St-Maurice, où le général Turreau s'est transporté entre-temps dans la maison de Melchior de Quartéry⁶. Il n'obtient pas l'audience qu'il sollicite du général. Mme Turreau⁷ le reçoit pour affirmer que son mari se propose de revenir à Sion « dans une quinzaine de jours, pour rentrer dans le même appartement qu'il avait quitté ».

Turreau se trouve pourtant dans l'impossibilité de regagner la ville de Sion. En effet, alors qu'il voyageait de Bex à Saint-Maurice, le 9 juillet 1802, une roue était sortie de l'essieu de sa voiture. Celle-ci se renversa. Turreau eut une jambe fracturée. Près de deux mois plus tard, Turreau se casse une seconde fois la jambe dont le cal ne s'est pas suffisamment durci. Mais sa santé paraît se rétablir et, dans les premiers jours du mois d'octobre, le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz reçoit l'information suivante de son épouse : « Turreau doit partir un de ces jours pour retourner à Sion. Il dit qu'il y va passer l'hiver, ce qui fait dresser les oreilles à bien du monde »⁸. Mais les semaines se passent et, pour l'avantage des Séduois, Turreau réside toujours à Saint-Maurice.

L'impatience de Louis de Kalbermatten s'accroît. Sa maison lui est interdite ; elle demeure inoccupée ; le loyer ne lui en est pas payé. Le 15 février 1803, il redescend à Saint-Maurice pour y rencontrer le général. On lui fixe une audience pour le 16, à dix heures du matin. A l'heure fixée, de Kalbermatten se présente. Turreau refuse de

⁵ AV, fonds de la Méditation (cité : M) 73, 1^{ère} partie, fasc. 16, n° 4, Louis de Kalbermatten au Conseil d'Etat, du 19 février 1803. — Dans une lettre du 29 octobre 1804, du même au même, *ibidem*, fasc. 32, n° 12, il est indiqué «trente-six francs de France par mois».

⁶ AV, département de l'Intérieur, thèque 3, *Ecclésiastica*, fasc. 3, n° 1, l'abbé de Saint-Maurice à Ch.-E. de Rivaz, du 6 octobre 1802.

⁷ Marie-Angélique, née Lequesne (*1767), épouse le général Charles-Philipp Ronzin (1751-1794) en 1793, puis, en 1796, le général Louis-Marie Turreau (1756-1816).

⁸ AV, Rz, cart. 46, fasc. 10, n° 11, octobre 1802.

l'entendre. Il charge son aide de camp Maussand⁹ d'écouter la réclamation. Celui-ci renvoie le requérant à l'épouse du général qui lui sert une « foule de très mauvaises raisons » et le prie de s'adresser au commandant Valet¹⁰ qui demeure à Sion. On comprend l'écœurement de Louis de Kalbermatten qui écrit au Conseil d'Etat : « Se voyant pour toute satisfaction ainsi bafoué, balloté et le jouet du quartier général, frustré de ses droits les plus sacrés, et dans l'impossibilité de pouvoir continuer son ménage hors de chez soi, soit par l'éloignement de sa cave, dont il ne peut transporter les vases ailleurs, ainsi que de son grenier et d'autres denrées, etc., qui lui sont de la plus grande nécessité et dont le transport journalier l'expose toujours à de nouveaux frais, sans faire mention de mille autres désagréments auxquels on est exposé par le peu de soin que le général prend des appartements et des meubles qui lui sont confiés ou qu'il s'attribue par force, ce qu'on voit et éprouve partout où il habite, le soussigné a l'honneur de recourir auprès du Conseil d'Etat pour implorer justice et protection, afin qu'il veuille l'appuyer auprès du gouvernement français pour lui faire obtenir les clefs de son appartement dont il ne peut plus se passer »¹¹.

Comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, Louis de Kalbermatten s'introduit dans sa maison, le 18 février 1803. Il y occupe une cuisine et deux chambres. Il y restera durant deux mois¹². Le Conseil d'Etat ne prête pas plus attention au comportement de Kalbermatten qu'à sa requête, car Turreau réside toujours à Saint-Maurice et rien ne présage son retour imminent.

Dès le premier avril, la question du logement de Turreau se fait pourtant pressante. En séance du Conseil d'Etat, le grand bailli Augustini informe ses collègues que Turreau s'apprête à revenir à Sion. Afin de témoigner au gouvernement français « l'esprit de déférence dont est animé celui du Valais », il obtient d'offrir un dîner de réception au général et à ses officiers¹³.

Le lendemain, le Conseil d'Etat écrit au conseil de la ville de Sion que Turreau tient à se loger dans l'appartement de Louis de Kalbermatten et qu'il faut s'occuper « de suite des arrangements néces-

⁹ Pierre-Henri Maussand, né à Brest en 1772.

¹⁰ Jean-François Valet, né au Puy en 1768.

¹¹ AV, M 73, 1^{ère} partie, fasc. 16, n° 4, du 19 février 1803.

¹² AV, M 73, 1^{ère} partie, fasc. 32, n° 12, Louis de Kalbermatten au Conseil d'Etat, du 29 octobre 1804.

¹³ AV, M 12, séance du 1^{er} avril 1803, n° 128.

saïres pour satisfaire à la demande du général »¹⁴. Le conseil de la ville de Sion se réunit d'urgence ; il engage instamment de Kalbermatten à se montrer conciliant. Celui-ci y consent à la triple condition « que les quinze louis qui lui sont déjà dus pour son logement et que la réparation des dégâts lui soient garantis et que la prestation de son logement ne soit pas tournée en résidence permanente »¹⁵. Le conseil communal accorde sa garantie et demande au Conseil d'Etat que les charges qui pèseront éventuellement sur la commune retombent sur l'ensemble du pays. Dans sa séance du 4 avril, l'autorité cantonale n'accepte de garantir que la portion du loyer depuis le 5 septembre 1802 ; elle demande qu'une stipulation « précise et limitée » fixe la nature des dégâts que l'Etat prendrait à sa charge ; quant à la durée du bail, elle ne peut être fixée que par Louis de Kalbermatten¹⁶. La réponse du Conseil d'Etat déplaît à de Kalbermatten qui refuse de céder sa maison à Turreau ; de son côté, le général s'obstine.

Bien qu'il ait demandé un congé au ministre de la Guerre pour rétablir sa santé¹⁷ et bien qu'il soit à peu près certain de l'obtenir, Turreau charge son officier Valet de se rendre au Conseil d'Etat pour déclarer que le général « partira demain pour Paris, s'il ne lui est pas fourni, dans la journée, un logement suivant son grade ». Augustini s'empresse de convoquer le président François-Joseph de Riedmatten pour lui remettre une lettre de mise en garde à l'intention du conseil municipal¹⁸ ; il promet en outre à Valet de « donner une réponse au général dans deux heures »¹⁹. Le lendemain, Augustini écrit au conseil de Sion pour lui dire sa satisfaction d'apprendre qu'un bail a été signé entre le conseil et Louis de Kalbermatten « pour la somme de trois louis par mois, pour en jouir jusqu'au 1er novembre et sous la garantie des dommages intérieurs »²⁰. Il l'assure en même temps que le Conseil d'Etat accepte de garantir à la commune de Sion les frais que le logement de Turreau pourrait occasionner à la ville.

¹⁴ AV, M 33, p. 214, du 2 avril 1803. Pour la lettre de Turreau au Conseil d'Etat, voir M 73, 1^{ère} partie, fasc. 16, n° 2, du 12 germinal (2 avril 1803). On y lit : « J'étais loin de m'attendre que M. Kalbermatten se permettrait de reprendre mon logement et de pousser l'indiscrétion jusqu'à faire ouvrir des armoires où étaient renfermés plusieurs de mes meubles et effets ». Un peu plus loin : « Vous jugerez sans doute... que je n'ai qu'un parti à prendre : celui de quitter Sion, du moment que je n'y peux obtenir de logement. »

¹⁵ AV, M 73, 1^{ère} partie, fasc. 32, n° 2, le conseil de la ville de Sion au Conseil d'Etat, du 3 avril 1803.

¹⁶ AV, M 12, n° 140, séance du 4 avril 1803. — Au nom du Conseil d'Etat, Augustini transmet ces informations au conseil communal de Sion, le 6 avril. Pour sa lettre, voir AV, M 33, pp. 216-217, minute et AV, Archives de la Bourgeoisie de Sion (cité ABS), tir. 244, 1^{ère} partie, fasc. 5, n° 81, original.

¹⁷ Il en avise le ministre des Relations extérieures, Talleyrand, le 6 avril 1803 ; voir Paris, Archives des Affaires étrangères, Valais, t. 7, p. 32.

¹⁸ AV, ABS, tir. 244, 1^{ère} partie, fasc. 5, n° 34, du 13 avril 1803.

¹⁹ AV, M 12, n° 153, séance du 13 avril 1803.

²⁰ AV, ABS, tir. 244, 1^{ère} partie, fasc. 5, n° 35, du 14 avril 1803.

Toute la ville de Sion jase de cette affaire. Turreau ne cesse de répéter « qu'il ne demande et n'a rien à demander à M. de Kalbermatten ; que c'est à la commune où il se fixe à lui fournir le logement convenable ». Pendant que l'on discute des ultimes articles du bail, Turreau fait préparer, devant la maison où il loge, deux voitures qui pourraient, en cas de nécessité, le conduire immédiatement à Paris où il irait se plaindre des mesures vexatoires dont il serait l'objet. Ils sont nombreux ceux qui, dans la ville de Sion, craignent que Turreau ne se soit établi dans la capitale que dans l'unique « dessein de brouiller les cartes pendant les opérations de la diète de mai » ²¹.

Tousard d'Olbec, en sa qualité de secrétaire du Conseil d'Etat, ne manque pas d'être informé par le menu de toutes les discussions. Dans une lettre familière, il en instruit Ch.-E. de Rivaz : « Les plus grandes nouvelles depuis votre départ sont relatives au logement du général. Il y a eu toutes sortes de micmacs à ce sujet. Kalbermatten voulait et ne voulait pas. Le général s'est fâché. Il a menacé de sortir du Valais et de rendre compte à son gouvernement du peu d'égards qu'on avait pour lui. Tout cela a bien eu un air concerté pour faire peur, et pour faire finir cela finalement, on a fait aujourd'hui, en grand appareil, venir le président du dizain [J.-J. Duc] et celui de la ville [Fr.-J. de Riedmatten], et le syndic [J.-M. de Torrenté] et M. Kalbermatten au Conseil d'Etat. On a eu l'air de prendre leur avis que l'on savait d'avance et on a condamné Kalbermatten, moyennant de l'argent, et on a envoyé une députation au général qu'il pouvait compter sur son logement aujourd'hui, et de fait j'ai écrit ce soir le bail de Kalbermatten avec la ville, moyennant trois louis par mois. On espère que le général en fera un pareil avec la ville et moi je m'attends qu'on nous dira demain qu'il les a envoyés promener. Il a cependant consenti, vis-à-vis de moi, à rendre la maison au 1er novembre et à changer de logement si M. Kalbermatten l'exige. Il se trouve quelques gens qui pensent que trois louis par mois et l'exemption de logement valent bien la peine de se déplacer. Votre femme irait loger à la grange à pareil prix » ²².

Quant à Mme Tousard d'Olbec, elle relève surtout les efforts d'Augustini pour satisfaire Turreau. Comme elle ne pardonne toujours pas à Augustini d'occuper la place de grand bailli, elle ne lui ménage pas son antipathie : « Quant à M. le bailli, il sait très bien ce qu'il fait, même quand il b... le c... du général, ce qui arrive, dit-on, toutes les fois que cela lui fait plaisir » ²³.

²¹ AV, Rz, cart. 55, fasc. 54, n° 3, François-Paul Bonvin à Ch.-E. de Rivaz, du 14 avril 1803.

²² AV, Rz, cart. 49, fasc. 21, n° 1, du 14 avril 1803. Voir aussi M 12, séance du 14 avril 1803, nos 159, 162 et 166.

²³ AV, Rz, cart. 49, fasc. 21, n° 1, du 14 avril 1803, réflexion ajoutée à la suite de la lettre de son époux à Ch.-E. de Rivaz.

Le général Turreau ne paraît pas prêter grande attention à l'échange de correspondance auquel s'adonnent le Conseil d'Etat et les autorités communales de Sion. Il est logé et il pense avant tout à obtenir un congé de trois mois pour améliorer sa santé affaiblie. Dans une conversation qu'il tient à Tousard d'Olbec, il laisse entrevoir son départ pour le début du mois de mai²⁴. Ce n'est pourtant qu'au mois de juin qu'il reçoit l'autorisation de s'éloigner du Valais. Il est normal que plus rien ne l'opposera dès lors à Louis de Kalbermatten.

Pourtant, la célébration de l'anniversaire de l'indépendance du Valais ranime et amplifie, par personnes interposées, l'opposition entre ces deux hommes.

Dans l'intention de donner un peu d'éclat à cette cérémonie, le Conseil d'Etat, dans sa séance du 9 août 1803, arrête le déroulement des manifestations. Une grand-messe sera célébrée et un *Te Deum* sera chanté dans chaque chef-lieu de dizain. Toutes les autorités y seront invitées. La loi qui proclame Bonaparte restaurateur de l'indépendance du Valais sera lue, quand cela sera possible, par un héraut à cheval, et des tambours ou des corps de musique rehausseront l'éclat de cet anniversaire²⁵.

Le 5 septembre, des cérémonies se déroulent avec plus ou moins de faste selon les régions du pays et partout « avec une grande satisfaction, réjouissance et reconnaissance envers le Premier Consul ». Le *Bulletin officiel*, qui nous l'apprend, nous fournit une description détaillée de la manifestation organisée dans la ville de Sion²⁶.

A quatre heures déjà, douze coups de canon annoncent à la population sédunoise l'importance de ce jour de fête. Dès le début de la matinée, nombre de villageois des localités voisines arrivent en curieux. A dix heures, le Conseil d'Etat, représenté par le grand bailli Augustini et par le vice-conseiller d'Etat Joseph de Lavallaz, le grand châtelain Jean-Joseph Duc, le vice-châtelain Janvier de Riedmatten, le bourgmestre François-Joseph de Riedmatten, et plusieurs représentants des autorités des diverses communes du district s'assemblent dans la grande salle de la maison de ville. Là, Augustini prononce « avec gravité et effusion de cœur un discours qui fit voir quel intérêt il prend au salut de la patrie »²⁷.

Après avoir exalté la joie du Valais dans l'indépendance retrouvée, il stigmatise les mécontents : ceux que le nouveau régime a privés

²⁴ *Ibidem*, n° 2, Tousard d'Olbec à Ch.-E. de Rivaz, du 18 avril 1803.

²⁵ AV, M 12, séance du 9 août 1803, n° 654.

²⁶ *Bulletin officiel*, n° 2, du 11 septembre 1803, pp. 13-24. La relation de cette fête s'appuie essentiellement sur cette source.

²⁷ AV, M 33, pp. 406-410, Discours tenu par S. E. Monsieur le grand bailli de la République, le 5 septembre 1803, jour de l'anniversaire de notre indépendance.

de leurs privilèges, ceux qui ne se consolent pas de ne plus diriger le pays ou de ne plus le faire par les hommes de leur choix, ceux enfin qui voudraient être redevables de leur indépendance à l'Angleterre ou à l'Autriche, mais non pas à la France.

« Ah ! poursuit Augustini, que ne puis-je en ce moment honorable faire pénétrer ma forte voix jusqu'au cœur de tous les Valaisans et leur parler avec ma franchise ordinaire, quoiqu'elle m'a fait des fois des ennemis. Je leur dirais : « Chers compatriotes, méfiez-vous de » tous ceux-là. C'est l'égoïsme ou la jalousie, l'ambition ou l'intérêt, » en un mot ce sont les passions qui agissent. Réunissez-vous à l'entour » de vos autorités, qui dans le courant de l'année ont rendu votre » sort infiniment meilleur, qui vous ont démontré par le fait leur » zèle et leur amour de la patrie. Vous aviez deux demi-brigades » de troupes étrangères ; vous étiez obligés de leur fournir les vivres » et le logement ; vous n'avez plus que 80 hommes qui ne vous coûtent » rien du tout ; même le gouvernement français fait entrer de l'argent » dans ce pays épuisé ; déjà j'ai reçu 10.000 francs, il y a quelque » temps, et je viens de recevoir une assignation de 28.000 francs » payables en ce moment par le payeur français qui est à Berne, à » compte des fournitures que le Valais a faites aux troupes françaises » stationnées dans ce pays. Le bienfaiteur Bonaparte m'a dit lui-même : *qu'il soulagerait ce pays, qu'il savait avoir beaucoup souffert.* »

« Votre grand bailli, avec ses cheveux gris, dans la saison la plus » rigoureuse, s'est exposé à tout par amour de vous. C'était le Conseil » d'Etat, la Diète, vos représentants qui l'en ont chargé pour l'amour » de vous. Donnez donc votre confiance à vos magistrats, à vos gouvernants. Ils la méritent ; ils l'ont achetée assez chèrement par les » sacrifices de leur repos, de leur santé et de leurs intérêts et ceux » de leur famille ! » Voici, très honorés Messieurs, comme je voudrais ici parler au brave peuple valaisan, dont un très petit nombre abuse de sa crédulité. Du moins, je dirai aujourd'hui une prophétie qui, comme je l'espère, ne s'accomplira jamais. Je hasarde : « Si jamais » le Valais devait (contre toute attente) être encore une fois agité, » ce ne sera pas le bon peuple qui en sera la cause, ni le patriote, » comme on l'appelle, mais les égoïstes ambitieux, ceux qui, animés de » haine, en place de reconnaissance, ou du moins de prudence, ou de » modération, cherchent des occasions, dussent-elles être les plus » minutieuses, pour afficher publiquement une aversion pour tout ce » qui appartient au gouvernement français. Je rends tous ceux-là, en » ce moment solennel, responsables de toutes les suites, même de » l'événement, si les troupes françaises devaient être augmentées ; je » les rends responsables aujourd'hui envers les Valaisans contemporains et la postérité à la face de Dieu, qui lit mes bonnes intentions » dans le fond de mon cœur et en présence de vous tous qui m'entendez. »

« Mais laissons ces idées tristes aujourd'hui : *haec est dies, quam fecit Dominus*. Ce jour est voué législativement pour témoigner perpétuellement la reconnaissance nationale à l'immortel Bonaparte. Ce jour est destiné pour nous prosterner aux pieds de celui qui est la source de tout le bien et qui ne peut pas être la cause du mal. Allons dans le lieu qu'il a choisi ; prions-le avec ferveur ; qu'il veuille bien nous donner la paix, *dona nobis pacem* ; et la patrie (j'en réponds), et la patrie, dont le salut dépend de notre union fraternelle et concorde est sauvée. La Providence est visiblement pour nous. Allons ! »

Au terme de ce discours, toutes les autorités se rendent processionnellement à la cathédrale. Elles y assistent à une messe chantée, puis à un *Te Deum* solennel que ponctuent douze coups de canon. Les autorités regagnent alors la maison de ville, pendant que des hérauts publient, sur la place du château, sur les portes de la cité et devant la maison de ville, la loi qui proclame Bonaparte restaurateur de l'indépendance valaisanne. Douze décharges de canon accompagnent cette proclamation.

Tandis que les fonctionnaires publics de toutes les communes représentées à la fête participent à un repas pris en commun, Augustini rassemble un petit nombre d'invités auxquels il fait servir un banquet. On y trouve Joseph de Lavallaz, Jean-Joseph Duc, Mme la générale Turreau, le grand doyen Oggier, le grand vicaire Pignat, le vice-châtelain Janvier de Riedmatten, le bourgmestre François-Joseph de Riedmatten, le commandant Valet et l'adjudant Monthion. L'union la plus parfaite, la confiance et la gaieté règnent entre les convives. La joie et le contentement illuminent tous les visages. On y porte plusieurs toasts, ponctués de douze coups de canon.

Le premier toast, proposé par le grand bailli Augustini magnifie les mérites de Bonaparte :

« Vive le grand homme qui a rendu à l'Europe le plus grand bien, la paix ; à la France, sa religion, sa prospérité, sa patrie plus grande et plus respectable ; au Valais, la sienne et sa chère indépendance ! Vive l'immortel, l'invincible et bienfaisant Bonaparte, Premier Consul de la République italienne, médiateur de la République suisse, restaurateur de l'indépendance de la République valaisanne !

« Que le soleil s'arrête dès ce moment à la voix du grand bailli Augustini, comme à celle de Josué, afin que Bonaparte ne puisse jamais atteindre ce jour, qui sera son dernier. Vive le grand Bonaparte ! »

Puis se succèdent une multitude de toasts. Les principaux s'adressent aux commissaires français, italien et suisse, au général Turreau, au conseiller d'Etat Louis Lambertenghi et au sénateur Charles Müller-Friedberg. L'épouse du général a droit au sien, de même que les officiers français.

Il est plus de six heures du soir quand on se lève de table.

Moins de deux heures plus tard éclate « l'affaire du 5 septembre » dont les remous seront lents à s'apaiser²⁸.

Vers les huit heures, pendant que le quartier général de Turreau n'est occupé que par une femme de chambre, Marie Guilmar, par une cuisinière, Catherine Vodelay, et par une nourrice, Jeanne-Marie Morisod, toutes trois au service de Mme Turreau, deux carreaux d'une fenêtre de l'habitation du général volent en éclats sous le coup d'une pierre lancée depuis le verger. Aussitôt, la nourrice et la femme de chambre se réfugient à l'étage inférieur, chez Mme Alphonse de Kalbermatten, tandis que la cuisinière court appeler la générale qui soupe à l'auberge de Jean-Joseph Bruttin en compagnie du capitaine Cudenne et de sa femme. Ils se hâtent tous de revenir à la demeure du général. Pendant que le capitaine inspecte le verger qui s'étend derrière le bâtiment, le commandant Valet regagne l'intérieur de la maison. Sur son chemin, il rencontre et reconnaît Louis de Kalbermatten. Au quartier général, tout est en émoi. Les femmes crient au meurtre, à l'assassin ; le capitaine Cudenne poursuit ses investigations dans le verger ; Valet inspecte l'appartement de la générale. Avant de le quitter, il décharge son pistolet, par la fenêtre, en direction du verger où il lui semble que plusieurs personnes se sauvent parmi les arbres. Il rejoint ensuite le capitaine Cudenne qu'il ramène à l'intérieur de la maison. Là, sur l'ordre de l'aide de camp Maussand, le capitaine Cudenne se transporte auprès du grand bailli Augustini pour l'informer de l'attentat. Augustini revêt ses décorations, se rend sur la place et rejoint au *Lion d'Or* la générale et une partie de sa suite. Cudenne regagne le cantonnement de ses soldats. En chemin, il reçoit l'ordre de Valet de protéger le quartier général et de placer des sentinelles devant la porte de la maison de M. de Kalbermatten. La troupe est mise en état d'alarme. Chaque planton reçoit quatre cartouches. La cuisinière de la générale rejoint alors Valet et Cudenne devant l'hôtel de ville pour leur dire qu'on vient de casser de nouvelles vitres au quartier général. Cudenne en renforce donc la protection en plaçant un soldat à chaque croisée de la demeure. Il ordonne aux sentinelles de faire feu « sur tout ce qui se présenterait pour tirer des coups de pierre »²⁹. Il rejoint ensuite le commandant Valet à l'hôtel de ville.

Pendant que l'on s'affaire autour du quartier général, Louis de Kalbermatten s'apprête à quitter l'auberge du *Lion d'Or* où il s'est attardé jusqu'au début de la soirée, vers les sept heures et quart. C'est alors que sa servante vient l'appeler de la part de son épouse. Il

²⁸ AV, Rz, vol. 164, *Pièces diverses du procès suscité à M. Louis de Kalbermatten à l'occasion des vitres cassées dans l'appartement du général Turreau, à Sion, le 5 septembre 1803*, 437 pages.

²⁹ *Ibidem*, p. 23, déposition de Cudenne.

rentre chez lui, soupe avec sa femme, puis, tandis que celle-ci se prépare pour se rendre au bal, Louis de Kalbermatten demeure à lire dans sa chambre. Quelques instants plus tard, son épouse l'envoie quérir une bougie chez un voisin, le négociant Jacques Calpini. Au moment où Louis de Kalbermatten sort de son appartement dans la rue, deux sentinelles françaises lui disent qu'elles ne peuvent laisser entrer ou sortir personne. De Kalbermatten remonte chez lui d'où il montre à sa femme les soldats en faction. Sur ces entrefaites arrive François Odet qui vient pour accompagner au bal Mme de Kalbermatten. Au mari qui s'étonne de la présence des factionnaires, Odet précise que la raison doit être recherchée dans le fait qu'on a brisé des fenêtres à l'appartement de Mme Turreau. Louis de Kalbermatten alerte ses beaux-parents Gaspard-Benjamin de Nucé et Marie-Barbe, née de Tornéry, et les prie de s'informer sur l'événement qu'il vient d'apprendre.

Quelques instants plus tard un sautier, accompagné d'un sergent français, lui signifie, de la part d'Augustini, l'ordre de se rendre au *Lion d'Or*. Avertis de ce qui se passe, Charles Odet, Benjamin de Nucé et Tousard d'Olbec se hâtent vers cette même auberge où ils arrivent peu de temps avant Louis de Kalbermatten. Ils y rencontrent Augustini, Valet, Maussand, Mme Turreau, le capitaine Cudenne et son épouse, Jean-Joseph Duc, son lieutenant Janvier de Riedmatten et quelques autres personnes.

Tousard d'Olbec demande aussitôt au grand bailli pour quelle raison on en veut à Louis de Kalbermatten. Augustini s'emporte : « Nous n'avons point de comptes à vous rendre ». Puis s'adressant à Benjamin de Nucé : « Monsieur, sortez d'ici ! Nous connaissons votre beau-fils. C'est un scélérat qui compromet la patrie par ... Il est temps d'y mettre fin. Sortez d'ici ! »³⁰

Benjamin de Nucé se retire donc. Un instant plus tard, on introduit dans la salle Louis de Kalbermatten.

« Où avez-vous été aujourd'hui, Monsieur ? lui demande d'un ton violent le grand bailli Augustini .

- Je suis resté chez Bruttin, avec des amis, jusqu'à sept heures.
- Où avez-vous été de là ?
- Chez moi.
- N'avez-vous pas été à votre jardin ?
- Non, Monsieur. Je n'y ai pas mis les pieds.
- Qu'on me mène cet homme en prison !

³⁰ AV, Rz, cart. 49, fasc. 21, n° 4, Tousard d'Olbec à Ch.-E. de Rivaz, du 6 septembre 1803.

— Mais, Monsieur ! Je vous dis que je suis tout à fait innocent de cela.

— Conduisez-moi cet homme au cachot ! »

Aussitôt, les officiers français tirent leurs sabres. Valet l'apostrophe à plusieurs reprises : « Je t'ai bien vu ! Je t'ai bien vu ! » Maussand l'injurie, en le tenant par le collet : « Je réponds de ta carcasse ! » Cudenne l'empoigne à la poitrine, le cogne contre la muraille, le secoue, le rudoie à un point tel que plusieurs femmes présentes, dont la générale, s'interposent et entraînent le malheureux de Kalbermatten vers la porte³¹.

Comme il se fait un vide autour d'Augustini, Tousard d'Olbec s'approche de lui pour lui dire qu'il y a des témoins qui déposeront en faveur de Kalbermatten. « Je ne vous écoute pas, réplique Augustini. Sortez d'ici, Monsieur. Vous êtes l'oncle de cet homme-là. Vous m'êtes suspect. On ne parviendra pas, tant que je serai en place, à mettre en danger la patrie pour... »³²

Dans un coin de la chambre, la générale ne cesse de ricaner : « C'est un peu fort qu'on veuille m'assassiner le jour anniversaire de l'indépendance donnée au Valais libéralement par la Grande Nation ! On en parlera à Paris, et cet attentat y fera du bruit »³³.

Malgré la protestation du capitaine du dizain Jean-Séverin Duc, de Kalbermatten est conduit en prison, à la tour des Sorciers, « ayant reçu, pendant le trajet qui y conduit, mille avanies et les marques de la brutalité la plus révoltante de la part des officiers français, sans que M. le bailli, présent à ces honteux excès » n'interpose son autorité pour faire respecter un citoyen placé sous la sauvegarde de la justice³⁴.

Aussitôt après, Augustini se transporte au quartier général, en compagnie de Jean-Joseph Duc, Janvier de Riedmatten, Jean-Séverin Duc et Alphonse de Torrenté, pour y procéder à la rédaction du procès-verbal qui constatera les dégâts causés à la demeure du général Turreau³⁵.

Le lendemain matin, le grand bailli Augustini, d'entente avec le vice-conseiller d'Etat de Lavallaz, convoque les membres du tribunal du dizain et ceux du conseil de la ville de Sion. Il tient à leur présenter un rapport détaillé sur les événements de la veille. Au

³¹ AV, Rz, vol. 164, p. 86, déposition de Louis de Kalbermatten.

³² Voir note 30.

³³ A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. 1, p. 157.

³⁴ AV, Rz, cart. 49, fasc. 12, n° 2, Benjamin de Nucé à Ch.-E. de Rivaz, du 6 septembre 1803.

³⁵ AV, Rz, vol. 164, pp. 1-4, procès-verbal de la vision des lieux.

terme de son exposé, Augustini sollicite ses auditeurs pour qu'ils interviennent auprès de la population afin qu'elle se montre conciliante à l'égard des Français : « Certes, explique-t-il, les agents français se plaignent beaucoup. Ils ont redemandé des déserteurs qu'on savait être dans le pays. Le grand bailli ne peut les leur faire avoir. Partout, au premier jour, on veut chasser presque tout ce qui est français. Tantôt on jette des pierres, tantôt du vin sur eux, dans la capitale même. A Brigue, on vient de manquer et de maltraiter la garde française ; et malheureusement, en ce jour mémorable surtout, on se permet de telles horreurs. On veut perdre la patrie ; on fera tant que le Valais sera inondé de troupes françaises et la ville en sera la première victime ; ce ne sera pas moi ! Je vous conjure de faire votre possible pour que vos habitants se prêtent aux circonstances. Le roi de Prusse, l'empereur de toutes les Russies, l'empereur romain, le Souverain Pontife ménagent tous le gouvernement français. L'Autriche a défendu, sous des peines sévères, à ses sujets de prendre service parmi les ennemis de la France et le pape a même dicté la peine de mort ou de galères à ceux qui manqueraient aux troupes françaises. Et dans ce pays, on s'étudie pour attirer la vengeance du gouvernement français sur nous. J'ai pris un ton pour convaincre les Français de l'intention sincère du gouvernement valaisan de rendre justice, sans acception de personne, et j'ai fait arrêter M. Kalbermatten. Peut-être par là réussirai-je d'empêcher l'entrée de nouvelles troupes. Je conjurerai Madame la générale de ne pas rendre un mauvais compte sur cette affaire. Mais je ne puis pas tout faire seul. Que le Conseil d'Etat, le tribunal du dizain et le conseil de la ville y envoient des députés pour lui témoigner leur regret et la rassurer sur sa sûreté »³⁶.

On décide sur-le-champ d'envoyer la députation proposée par le grand bailli qui poursuit :

« J'ai rendu compte des charges contre M. Kalbermatten. M. Valet déclare l'avoir vu sortir dans ce moment et M. Kalbermatten nie d'y avoir été ce jour-là. On veut avoir vu ses mains marquées de boue ; son habit, de craie et de toiles d'araignées ; et la porte du jardin était ouverte, dont lui seul doit avoir la clé.

« L'éclat pour prouver l'intention du gouvernement de rendre justice sans partialité ; la sûreté assurée par là aux officiers français et à Madame la générale ; le seul moyen d'apaiser par là la vengeance qui aurait pu être dangereuse pour M. Kalbermatten ; la seule espérance d'éviter l'entrée de nouvelles troupes par là et la justice qui rend un homme suspect, qui se sauve du lieu où une mauvaise action vient d'être commise ; la déclaration du commandant Valet rendirent l'arrestation éclatante de M. Kalbermatten nécessaire et juste. »

³⁶ AV, M 13, séance du 6 septembre 1803, n° 22.

Sur la proposition de Jean-Joseph Duc, le Conseil d'Etat nomme Joseph-Maurice de Lavallaz, vice-conseiller d'Etat, en qualité de commissaire extraordinaire pour l'instruction du procès qui va s'ouvrir.

Chacun a le sentiment que ce procès durera longtemps. Augustini, en effet, a ordonné l'incarcération de Louis de Kalbermatten sur un simple soupçon et de Kalbermatten, sur le conseil de ses amis, laisse entendre qu'il ne sortira pas de prison « sans demander satisfaction juridique de l'insulte atroce qu'il vient de recevoir »³⁷.

L'audition des témoins commence le 6 septembre et ne se termine qu'à la fin du mois de novembre. Ils sont au nombre de cinquante-trois et vingt-deux déposent en faveur de l'alibi du prévenu. L'opinion se répand peu à peu que de Kalbermatten n'a pas commis le crime qui lui est imputé et que les gens du quartier général pourraient en être les auteurs. Les membres du conseil municipal de Sion qui, le 6 septembre, s'étaient rendus humblement auprès de Mme la générale pour lui dire combien ils étaient peïnés de l'attentat de la veille, écrivent au grand châtelain de leur dizain. Ils lui demandent « l'élargissement de M. de Kalbermatten » qui pourrait se constituer aux arrêts dans son domicile, l'étude minutieuse des enquêtes pour « faire mieux ressortir l'inculpabilité de celui qui a été hasardeusement accusé » et enfin la surveillance de l'accusateur pour qu'il « ait à se conformer à l'arrêté pris par le Conseil d'Etat pour les causes d'accusation ».

La lettre poursuit : « Il sera ensuite de la justice de votre jugement de décréter des mesures qui mettent aux yeux du Valais l'innocence de l'accusé, qui démentissent l'accusation à lui faite, qui lui rendent ample satisfaction et qui frappent de la peine du talion l'accusateur téméraire »³⁸.

Jean-Joseph Duc réunit la commission chargée de l'enquête, l'instruit de cette requête et la transmet au Conseil d'Etat³⁹. Augustini en est fort mécontent. « Je ne puis pas seulement voter pour son élargissement, dit-il à ses collègues, mais je désire qu'on le tient sous secret, que je regarde le moyen de droit, et le seul, pour découvrir la

³⁷ A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. 1, p. 157. — Voir aussi AV, Rz, cart. 49, fasc. 21, n° 4, Tousard d'Olbac à Ch.-E. de Rivaz, du 6 septembre 1803 : « Tout le monde est unanime à lui conseiller, ainsi qu'à sa famille, de ne faire aucune démarche et de ne sortir qu'avec un jugement authentique et éclatant ». Voir aussi, *ibidem*, cart. 49, fasc. 12, n° 2, Benjamin de Nucé à Ch.-E. de Rivaz, du 6 septembre 1803 : « Il a passé cette nuit dans ce séjour destiné aux malfaiteurs ; il y est encore déterminé à n'en point sortir qu'il ne soit condamné ou pleinement justifié par un arrêt de juges auxquels il lui sera aisé de prouver son innocence par la déposition de témoins suffisants pour démontrer son alibi ».

³⁸ René de Preux, pp. 217-218.

³⁹ *Ibidem*, pp. 218-219.

vérité et pour prouver au gouvernement français notre désir sincère de faire rendre justice sous une si affreuse action... »⁴⁰. L'incarcération de Louis de Kalbermatten se poursuit donc.

Le 28 septembre, le grand châtelain Duc informe le Conseil d'Etat que la commission chargée de faire les enquêtes et d'instruire la procédure de « l'affaire » a bien avancé ses travaux. Il désire savoir « si le tribunal doit procéder ultérieurement dans les formes ordinaires et statuées » ou, dans l'hypothèse où le Conseil d'Etat considère cette affaire comme une cause d'Etat, s'il ne convient pas « qu'on nomme ad hoc un tribunal composé d'un membre de chaque tribunal de dizain de toute la République pour juger en première instance, afin d'ôter tout soupçon de partialité, s'il dût y en avoir »⁴¹.

Augustini se trouve alors dans une situation embarrassante. Les appuis français l'abandonnent peu à peu car ils reçoivent l'ordre de quitter le Valais. Mme Turreau rejoint son mari à Paris dans les derniers jours de septembre. Valet, puis Maussand s'éloignent à leur tour du Valais. Augustini reste seul avec le procès qu'il a ordonné. Comme Louis de Kalbermatten s'obstine « à ne vouloir sortir de prison qu'après jugement définitif de l'action criminelle intentée contre lui, le sieur Augustini, qui désirait qu'il voulût tenir de sa tardive modération son élargissement, commença à comprendre que l'irrégularité de cette procédure serait un tort réel que les parents et les amis de M. de Kalbermatten pourraient en temps et lieu lui reprocher, puisque non seulement ses accusateurs étaient toujours libres, mais qu'on les avait laissés s'éloigner sans donner aucune caution »⁴². Pour éviter qu'on ne l'accuse de s'être laissé mener en cette affaire par esprit de vengeance à l'égard de Kalbermatten, par ambition ou par complaisance à l'égard des Français, Augustini tente de faire admettre l'attentat du 5 septembre comme une affaire d'Etat, sous prétexte que des agents de la France y sont intéressés. « Il eut le talent, note A.-J. de Rivaz, en terrorisant le baron Stockalper et le vice-conseiller de Lavallaz, de leur persuader que ce moyen était le seul qui pût contenter la France et qu'il était à craindre qu'en abandonnant cette cause, on ne parût en avoir commencé l'examen en présence des agents de Turreau, non par respect, mais par crainte du gouvernement qu'ils représentaient et que du moment qu'on croyait n'avoir rien à redouter de leur ressentiment, on n'y donnait aucune suite »⁴³.

⁴⁰ AV, Rz, vol. 164, pp. 181-183, *Opinion du soussigné [Augustini] sur la lettre de la commission qui instruit le procès de la malheureuse affaire arrivée au quartier général, du 5 septembre 1803, au 17 septembre 1803*.

⁴¹ René de Preux, p. 220.

⁴² A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. 1, p. 159.

⁴³ *Ibidem*, p. 160.

Afin de répondre à la demande de Duc, du 28 septembre, Augustini fait décider par le Conseil d'Etat la nomination d'une commission extraordinaire « dont la lumière et le caractère connu offrent au gouvernement français une garantie morale pour tout ce qui concerne son intérêt dans cette affaire »⁴⁴. Il obtient en outre que le tribunal du dizin procèdera en cette affaire « suivant les formes usitées et statuées [*sic*] ».

Sur la proposition d'Augustini, l'avocat Pittier est chargé de la fonction de commissaire. Celle-ci l'oblige, au dire du grand bailli, à « procurer une satisfaction éclatante au gouvernement français, auquel la République du Valais, son gouvernement et ses tribunaux la doivent procurer par devoir et par leur sentiment de reconnaissance et d'attachement »⁴⁵.

A Talleyrand, qui lui avait manifesté son mécontentement et qui avait réclamé la punition des auteurs de l'attentat⁴⁶, Augustini explique pour quelles raisons le Conseil d'Etat a désigné Pittier comme commissaire. Il a choisi, dit-il, « l'homme le plus instruit en enquêtes criminelles et attaché notoirement au gouvernement français pour instruire et terminer ce procès, afin que la satisfaction la plus éclatante soit rendue au gouvernement français et la peine la plus exemplaire dictée aux coupables qu'il doit rechercher par tous les moyens possibles »⁴⁷.

Très satisfait de jouer à nouveau un rôle en vue, Pittier, qui jusque-là n'avait manifesté que rivalité et hostilité à l'égard d'Augustini, prend en main « les intérêts des Français en les purgeant du soupçon d'avoir calomnié M. de Kalbermatten, et les intérêts du bailli en faisant voir que sur l'accusation de si graves et si véridiques témoins, il devait à l'honneur français et à la tranquillité publique de faire arrêter » Louis de Kalbermatten⁴⁸. Il se sert pour cela de moyens dilatoires tels que, près d'un mois plus tard, l'instruction de « l'affaire » n'a guère progressé. Tousard d'Olbec qui, par amitié pour de Kalbermatten, a accepté d'assumer sa défense, se voit forcé d'intervenir auprès du Conseil d'Etat pour que son commissaire « mette un

⁴⁴ AV, Rz, vol. 164, pp. 189-190, arrêté du 3 octobre 1803. — Cet arrêté est décidé en séance du Conseil d'Etat, le même jour ; voir M 13, n° 126. — Le grand châtelain Duc en est informé le 5 octobre 1803 ; voir M 33, pp. 440-441.

⁴⁵ AV, Rz, vol. 164, p. 193, Augustini à Pittier, du 3 octobre 1803.

⁴⁶ AV, département de Justice et Police, ancienne série, cart. 64, fasc. 3, n° 4, du 13 vendémiaire an 12 (6 octobre 1803), original.

⁴⁷ *Ibidem*, brouillon non daté et AV, M 32, pp. 415-419, du 17 octobre 1803, minute.

⁴⁸ A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. 1, p. 161.

terme à des dilations par lesquelles on aurait l'air de se faire un jeu de la justice et qui sembleraient même en être un déni absolu, si elles étaient soutenues plus longtemps»⁴⁹. Dans sa séance du 2 novembre, le Conseil d'Etat fixe au 11 novembre le dernier délai pour compléter la procédure de l'affaire de Kalbermatten⁵⁰. Pittier se rend donc à Sion. Il assure d'Olbec qu'il aura terminé ses recherches pour le 9 novembre. Quant à Tousard d'Olbec, il obtient de ne répondre que le 16 novembre, «deuxième jour de la diète, où il n'y a pas de séance ordinairement». Il pense que plusieurs députés assisteront ainsi aux débats. En outre, explique-t-il, «j'ai fait jouer aussi une petite ruse pour tâcher que les officiers français y soient et, tout doucement, cela nous mènerait à avoir un peu de publicité. J'affecte de la craindre. Le bailli ne m'en parle plus aussi chaudement et même il rompt les chiens»⁵¹.

La publicité que d'Olbec souhaite donner à «l'affaire» n'est pas obtenue car Pittier n'a pas terminé ses travaux à la date prévue. Les lenteurs qu'apporte le commissaire du gouvernement impatientent l'épouse et la mère de l'accusé. Elles s'adressent donc à la Diète qu'elles prient de «bien vouloir prendre connaissance de cette malheureuse affaire et de ne pas se séparer sans avoir pris des mesures certaines qu'un jugement prompt et à terme fixé y mette fin»⁵². La Diète qui connaît le bien-fondé de cette requête arrête que deux de ses membres, les députés Etienne-Martin Vaudan et Philippe Morand, se rendront «séance tenante» auprès du Conseil d'Etat. Ils l'inviteront à enjoindre au commissaire du gouvernement à faire en sorte que la procédure soit terminée pour le 24 novembre. Aucun progrès pourtant. Tousard d'Olbec persiste à réclamer la communication «des dires et des conclusions» du commissaire afin de pouvoir y répliquer car il ne voudrait pas que le commissaire puisse se muer en accusateur public. Les dames de Kalbermatten, ainsi que le conseil de la ville de Sion, sollicitent une nouvelle fois l'intervention de la Diète. Celle-ci délègue auprès du Conseil d'Etat son président Valentin Sigristen et son vice-président Pierre-Louis Du Fay, qui réclament une prompte justice pour de Kalbermatten⁵³. De son côté, Pittier demande au Conseil d'Etat de se prononcer «si les observations, réquisitions et conclusions du commissaire du gouvernement doivent être communiquées au défenseur officieux; si elles sont sujettes aux

⁴⁹ AV, Rz, vol. 164, pp. 235-241, Tousard d'Olbec au Conseil d'Etat, du 31 octobre 1803.

⁵⁰ AV, M 13, séance du 2 novembre 1803, n° 196. — AV, Rz, vol. 164, pp. 243-244, le grand bailli à Pittier, du 3 novembre 1803.

⁵¹ AV, Rz, cart. 49, fasc. 21. n° 6, Tousard d'Olbec à Ch.-E. de Rivaz, du 7 novembre 1803.

⁵² *Grand Conseil*, vol. 1, p. 74, diète de novembre 1803, séance du 21 novembre.

⁵³ *Ibidem*, p. 88, diète de novembre 1803, séance du 1^{er} décembre.

répliques de celui-ci : si le commissaire parle et fait son réquisitoire après le rapport de la procédure, ou devant ». Il demande enfin des instructions précises sur la nature des conclusions que le commissaire prendra⁵⁴. Dans sa séance du 3 décembre, le Conseil d'Etat prend position. Il estime que Tousard d'Olbec « doit commencer à faire valoir les moyens défensifs de son client » ; Pittier agira ensuite « conformément à sa mission » et le rapporteur du tribunal remplira la sienne, à laquelle assistera le commissaire du gouvernement⁵⁵. Comme le tribunal désire délibérer en l'absence du commissaire, Pittier reçoit l'ordre de ne pas s'y présenter s'il n'y est pas invité. Le Conseil d'Etat affirme sa pleine confiance à l'égard de ce tribunal « dont aucun membre est capable de prononcer que d'après sa conviction, et sans acception de personne »⁵⁶. Le tribunal du dizain entend les débats de « l'affaire » dès le 29 novembre. Les 5 et 6 décembre, Tousard d'Olbec présente le mémoire de la défense⁵⁷. Le 7, Pittier résume le procès et donne oralement son préavis sur l'attentat du 5 septembre⁵⁸. C'est ensuite au tour du rapporteur du tribunal à présenter ses conclusions⁵⁹. Le 10 décembre, enfin, dans la chambre dite de Conches, du *Lion d'Or*, le tribunal du dizain de Sion prononce « que M. le conseiller Louis-Grégoire de Kalbermatten est innocent de l'événement du cinq septembre dernier arrivé au logement de Madame la générale Turreau, et que les frais résultant de cette procédure sont à la charge de la République, sauf à elle le recours contre les auteurs, s'il s'en découvrirait »⁶⁰.

Augustini subit ainsi un échec cuisant. Pour en diminuer l'importance, il s'efforce d'afficher la faveur que lui accorde le gouvernement français. Le soir même du jugement, il se rend chez le grand châtelain Jean-Joseph Duc. Il l'invite à prendre part, le lendemain, à un grand dîner qu'il offre pour célébrer le jour anniversaire de sa présentation au Premier Consul Bonaparte.

⁵⁴ AV, Rz, vol. 164, pp. 428-432, Pittier au Conseil d'Etat, du 28 novembre 1803.

⁵⁵ *Ibidem*, pp. 271-272, extrait des délibérations du Conseil d'Etat. — M 13, n° 233, séance du 3 décembre 1803.

⁵⁶ AV, Rz, vol. 164, pp. 287-292, le Conseil d'Etat à Pittier.

⁵⁷ *Ibidem*, pp. 275-282. — Il ne s'y trouve que la troisième partie intitulée *Résumé de la procédure et conclusions*.

⁵⁸ Le résumé écrit par Pittier n'est remis au tribunal que le 10 décembre 1803 ; voir *ibidem*, pp. 301-316. — Pour les conclusions, voir *ibidem*, pp. 349-350. — Elles sont reproduites avec de nombreuses variantes par René de Preux, pp. 223-224.

⁵⁹ AV, Rz, vol. 164, pp. 351-354. Elles sont également publiées par René de Preux, pp. 224-225.

⁶⁰ AV, Rz, vol. 164, pp. 355-356. — Le jugement est aussi publié par René de Preux, p. 225.

Anne-Joseph de Rivaz, toujours à l'affût de tout ce qui dévoile l'irascibilité et la démesure d'Augustini, a noté par le menu et avec passion le cours de ce repas.

« J'apprends en ce moment que le grand bailli donne à son dîner une effroyable scène dont le détail va suivre et servir de preuve à ce que j'ai avancé ci-dessus, qu'il se regarde comme partie principale dans le procès de M. de Kalbermatten. Il y avait invité l'ex-bailli Sigristen, président de la Diète, le baron Stockalper, le grand juge Matter, M. de Chastonay, grand châtelain de Sierre, le grand capitaine Andenmatten, grand châtelain de Viège, l'ex-sénateur Duc, grand châtelain de Sion, et son lieutenant M. Janvier de Riedmatten, deux officiers français, dont l'un le commandant de la place. Ce fut une jactance perpétuelle des témoignages de bonté et d'estime du Premier Consul pour lui. Puis il déclama jusqu'à deux fois le discours qu'il prononça à sa louange le jour qu'il en obtint son audience publique. Ensuite, comparant sans doute en lui-même la haute opinion de ses talents et de son mérite qu'on a conçue à la cour des Tuileries ou de Saint-Cloud, avec le peu de considération qu'on lui témoigne en Valais, son orgueil s'en irrite, et il ne peut s'empêcher de laisser percer son indignation qu'on puisse en Valais lui résister en rien et méconnaître ce que la patrie lui doit. Il fait ensuite semblant d'ignorer que le tribunal de Sion ait absous M. de Kalbermatten. Puis flattant le président de la Diète et le grand châtelain de Sion, il apprend aux officiers français avec une reconnaissance affectée que c'est à ces deux bons amis qu'il doit l'honneur d'être chef de la république. Apercevant ensuite son familier le sieur [Alexis] Wolff dont il a envie de faire un gendre : « Voilà, dit-il, un jeune homme de grande » espérance et d'une rare discrétion. Je ne désespère pas qu'un jour, » formé par mes leçons, il ne remplisse au moins aussi dignement que » moi la place que j'occupe aujourd'hui ». Mais au milieu de cette satisfaction feinte, il revient à parler de M. de Kalbermatten et dit qu'il lui paraît impossible qu'il y ait en Valais un tribunal assez partial pour l'innocenter. Il répète ce propos de temps en temps, malgré les assurances que lui donne le grand châtelain Duc, président de ce tribunal qui vient de juger cette affaire en première instance, que ce tribunal en cette affaire, comme en toutes les autres, n'aura jamais égard qu'à la vérité et qu'à la justice. Le vin échauffant sa bile, il laisse entrevoir qu'il n'ignore pas que le tribunal de Sion a été assez inique que de l'innocenter. Il menace de l'indignation de la France ceux qui n'ont pas eu ou n'auront pas pour les agents de son gouvernement les justes égards qui lui sont dus. L'ex-sénateur Duc, poussé à bout, perd alors patience et lui dit comme on prenait le café : « Eh bien ! Votre Excellence, puisque vous m'y forcez, je vous déclare » en ce moment que le tribunal de Sion a reconnu l'innocence de M. » de Kalbermatten, et a trouvé si peu de chose à sa charge dans tout » le cours de la procédure, qu'il l'a mis hors de cour et de procès ». Le bailli se récrie sur ce qu'il n'a pas été au moins condamné aux

frais, et que les propos peu mesurés qu'il avait tenus sur le général Turreau suffisaient à l'y faire condamner. C'est en vain qu'on lui répond que ces propos sont étrangers à l'affaire du 5 septembre et n'ont aucune liaison avec l'affaire principale; qu'il n'y a d'ailleurs aucune loi qui fasse de ces propos ni une cause criminelle ni une affaire d'Etat. Alors il se met dans une colère épouvantable, traite le sénateur Duc de scélérat et de fourbe, et jure par le ciel que, puisqu'il en est ainsi, le tribunal de Sion pétera en l'air ou que lui (Augustini) cessera d'être grand bailli. On a beau lui dire pour l'apaiser que si ce tribunal a mal jugé, le Tribunal suprême est là tout préparé pour réformer sa sentence; il ne se modère plus; il ne parle que de partir pour Paris, que de menacer que cette partialité des juges valaisans qui refusent justice à la France va la mettre dans le cas de s'emparer du pays. Il donne à entendre qu'il va y venir des troupes qui sauront faire respecter le gouvernement protecteur. Il laisse échapper la prévoyance qu'il a que le Tribunal suprême sera tout aussi partial. Il ne parle que de sa destitution prochaine. On lui répond que tous les membres sont prêts à donner leur démission pour peu qu'il continue à les tyranniser en les terrorisant. Tantôt il reproche au banneret Duc son ingratitude, tantôt il avoue lui devoir d'être ce qu'il est. Le banneret Duc lui répond que sa conduite passionnée lui donne lieu de n'en avoir que des regrets. Il revient aux menaces contre le Tribunal suprême, s'il ne montre pas plus de sagesse que n'en a montré le tribunal de Sion. Le gouverneur Matter, quoique son très humble et très dévoué serviteur, lui dit que s'il continue ces propos, il va en licencier dès le lendemain les membres, puisqu'ils ne pourront émettre librement leur suffrage. M. Stockalper lui dit en face qu'il ne souffrira plus qu'il terrorise le Conseil d'Etat. Le bailli lui avait dit la veille en présence du major Duc: «Ce qui me fâche le plus, c'est que» ce bonhomme sera puni de m'avoir comploté». A quoi le baron avait répondu noblement: «Votre Excellence, ne soyez pas en peine de» moi: je suis homme à porter seul mon fardeau». Revenant sans cesse sur l'iniquité de ce scélérat de tribunal de Sion, et tenant toujours sa sentence pour une insulte faite au Premier Consul, l'ex-sénateur Duc lui répond que pour lui il croit que la plus grave insulte qu'on puisse faire au Premier Consul est de se persuader qu'il veuille que pour lui complaire des juges condamnent un innocent; le commandant de la place à ces mots serre la main au sénateur Duc, approuve hautement son dire, souhaite le bonsoir à la compagnie, prend son manteau et se retire. Le bailli criait si haut qu'on entendit de la maison de l'évêque [Blatter] qui est vis-à-vis celle qu'il habite, tous les horribles propos qu'il tenait et toutes les vengeances dont il prenait le ciel à témoin qu'il tirerait de ceux qui méprisaient la France et sa personne. L'évêque déjà fort triste de ce qui s'était passé à la diète relativement à l'affaire des dîmes dues au clergé, en eut un accès de fièvre atrabilaire qui fit craindre pour ses jours. Plus on veut lui faire entendre raison, plus il injurie tout le monde. L'ex-sénateur Duc le quitte après en avoir été grossièrement injurié. Son dernier mot

est qu'il part pour Paris instruire le Premier Consul de la malveillance et de l'ingratitude des magistrats valaisans envers la puissance protectrice. Puis, comme s'il prévoyait qu'au lieu de perdre le pays il courait le risque de se perdre lui-même, il donne à entendre qu'il n'a rien à ménager en ce triste pays, lui qu'une grande fortune attend, soit en France, soit en Allemagne ou en Italie »⁶¹.

Dès le lendemain, Augustini participe à un dîner chez Antoine Rion. Il y rencontre le médecin Schiner, le notaire Ducrue et l'avocat Pittier. Il y fait appeler le sénateur Duc qui refuse de le rejoindre. Parmi les « Messieurs » de la ville court le bruit que le grand bailli envisage de se rendre à Paris. Ils en sont consternés. La même nouvelle se répand aussitôt parmi les familles dirigeantes du Valais romand. Hyacinthe de Nuce, qui traite Augustini de « vizir du Valais », avertit Ch.-E. de Rivaz que Rion lui a demandé un passeport pour se rendre à Genève et, de là, à Berne. « Je présume, écrit-il, qu'il y est envoyé par l'autorité suprême pour y faire des rapports dignes de son caractère, et crois devoir vous en avertir, pour que vous puissiez prendre les mesures nécessaires pour vous garantir, vous et les honnêtes gens, des coups de jarnac qu'il cherche à porter »⁶². Sans attendre ce conseil, le Conseil d'Etat intervient auprès de Lamberthenghi, à l'insu d'Augustini. Après avoir rappelé « l'affaire » et les éclats d'Augustini du 11 décembre, les membres du Conseil d'Etat ajoutent : « Nous vous dirons simplement que ses propos ont porté un caractère de passion personnelle et un ton de menaces relativement à son recours au gouvernement français qui nous donnent lieu de craindre qu'il n'en résulte des rapports qui n'auraient pas l'impartialité nécessaire ». Ils ne formulent qu'un seul souhait : que le gouvernement français n'accueille « que les rapports qui émaneront du Conseil d'Etat en corps et qui seront comme tels munis de la double signature de M. le grand bailli et de M. le secrétaire d'Etat »⁶³.

Pendant ce temps, le Tribunal suprême est assemblé. Pittier reçoit l'ordre d'Augustini d'y faire « valoir tous les moyens de droit, toutes les exceptions et récusations quelconques de droit »⁶⁴. Mais les entraves qu'il peut espérer accumuler se font rares. Les juges, en effet, s'impatientent. On se plaint hautement « des frais à pure perte » que la présence, à Sion, du Tribunal suprême occasionne à la République. Augustini ne peut plus ne pas prêter attention aux réclamations. Il presse le commissaire Pittier de rédiger aussitôt que possible le mémoire qu'il déposera au Tribunal suprême.

⁶¹ A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques*, t. 1, pp. 164-167.

⁶² AV, Rz, cart. 49, fasc. 5, n° 12, du 15 décembre 1803.

⁶³ AV, Rz, cart. 44, fasc. 3, n° 8, brouillon de Tousard d'Olbec, du 15 décembre 1803.

⁶⁴ AV, Rz, vol. 164, pp. 359-361, Augustini à Pittier, du 15 décembre 1803.

Le 20 décembre enfin, le Tribunal suprême proclame innocent Louis de Kalbermatten. Il lui alloue des dédommagements «qui seront supportés par l'Etat, sauf recours contre qui de droit si l'auteur [du délit] peut être découvert»⁶⁵. Les frais de la procédure sont mis à la charge de l'Etat⁶⁶. Dans la crainte que de Kalbermatten ne soit maintenu en prison par Augustini jusqu'à ce que toute la procédure ait été mise sous les yeux du gouvernement français, le Tribunal suprême prend le prisonnier sous son égide. Il le sort de prison et le conduit triomphalement au *Lion d'Or* où ses parents et ses amis viennent le complimenter et témoigner leur respect pour les juges qui ne se sont pas laissé égarer ni par la terreur du nom français, ni par la partialité, ni par la crainte enfin des mesures que le grand bailli pourrait prendre à leur égard ou à celui du pays.

Le 28 décembre, le jour des saints Innocents, Louis de Kalbermatten offre un grand repas à ses parents et à ses amis pour célébrer la reconnaissance de son innocence.

* * *

Deux questions, mineures sans doute, restent à régler avant que l'«affaire» ne soit terminée : celle de l'acquittement des frais de la procédure et celle des dédommagements à verser à de Kalbermatten.

Le 12 avril 1804, Tousard d'Olbec remet au tribunal du dizain de Sion sa note de frais pour son activité de «défenseur officieux de M. de Kalbermatten». Elle lui est renvoyée le 28 avril «afin qu'il s'adresse au Conseil d'Etat, chargé de l'acquitter au nom de la République, sauf à M. d'Olbec le recours au Tribunal pour, cas échéant, être par lui prononcé». Le 14 mai, Tousard d'Olbec s'adresse au Conseil d'Etat qui charge le vice-conseiller d'Etat Joseph de Lavallaz de sonder Tousard d'Olbec «s'il y a moyen de transiger pour un compte et taxe en bloc»⁶⁷. Le 23 janvier 1805, le département de Justice présente un nouveau rapport au Conseil d'Etat sur les frais de la procédure. Après l'avoir scrupuleusement examiné, le Conseil d'Etat alloue «une somme de 1165 livres 1 batz et charge le département des Relations extérieures d'en faire la réclamation près le gouvernement français»⁶⁸. Les protocoles du Conseil d'Etat sont désormais muets sur cette question.

⁶⁵ *Ibidem*, pp. 385-387, Jugement du Tribunal suprême, du 20 décembre 1803, copie. — Publié par René de Preux, pp. 226-227.

⁶⁶ Ils s'élèvent, pour le tribunal du dizain de Sion, à 12 641 batz $\frac{1}{2}$, voir M 73, dossier 1, fasc. 31, 45 pages et, pour le Tribunal suprême, ils atteignent la somme de 623 francs 10, voir M 74 bis, pp. 247-249.

⁶⁷ AV, M 14, n° 145, séance du 28 mai 1804.

⁶⁸ AV, M 15, n° 269, séance du 23 février 1805.

Quant à l'importance des dédommagements attribués à Louis de Kalbermatten, elle est fixée le 12 juin 1804. Dans la séance du Conseil d'Etat de ce jour, Augustini adresse un discours à ses collègues, le conseiller d'Etat Gaspard-Eugène Stockalper et le vice-conseiller d'Etat Joseph de Lavallaz.

Après avoir expliqué les raisons de l'arrestation et de l'incarcération de Louis de Kalbermatten, après avoir ensuite rappelé la sentence du Tribunal suprême, le grand bailli invite ses collègues à remplir un devoir de justice : « Faisons ce que nous pouvons faire. Je propose cet arrêté en faveur de M. Kalbermatten qui, étant animé de l'amour de la patrie, doit compter pour les plus beaux jours de sa vie les jours qu'il a passé en prison par rapport à la chère patrie ».

Augustini lit ensuite l'arrêté dont voici les articles précédés de deux des cinq considérants :

« Considérant que ce dédommagement, s'il dût être strictement proportionné d'un grand prix, soit que l'on considère le prix de la vérité, soit celui de l'affection pour M. Kalbermatten qui a resté trois mois et demi détenu sous le poids d'une procédure criminelle, un homme bien né et militaire distingué, animé de point d'honneur, avili comme un criminel, arraché des bras de son aimable épouse éplorée dans les premiers moments de son mariage pour être traîné dans une prison, éloigné de son ménage qu'il venait à peine de commencer, pendant tout le temps des vendanges où il était le plus nécessaire, exclu du fauteuil des conseillers de la capitale de la République pour être mis sur la sellette des malfaiteurs, accablé par les inquiétudes cuisantes et les craintes continuelles d'être condamné dans un procès où le Conseil d'Etat, voulant procurer au gouvernement français la juste satisfaction et croyant à l'assertion d'un militaire français en place contre M. Kalbermatten, recourait même à des mesures extraordinaires pour parvenir à ce but, privé de tous les agréments de son état aisé pour être entouré des horreurs destinées aux criminels, privé enfin de tout exercice nécessaire pour la conservation de sa santé ;

« considérant que les finances d'une République ruinée par tous les maux de la guerre et réduite surtout dans son commencement à la plus grande économie n'est pas dans une position à récompenser et dédommager dignement ce martyr de la patrie, cette victime d'une assertion répétitivement [*sic*] affirmée par un militaire français en place et que M. de Kalbermatten, qui a donné dans d'autres circonstances des preuves signalées de son amour de la patrie, n'accepterait pas un dédommagement complet, comme il le mériterait, de la bourse de son pays, innocent comme lui et qui est formé à la sueur de ses compatriotes, mais qu'il n'y aurait pas lieu à cette délicatesse lorsqu'il s'agirait de le recevoir d'ailleurs,

arrête :

«1. Le dédommagement adjugé et dû à M. le conseiller Louis-Grégoire de Kalbermatten ne serait pas même suffisant à l'avis du Conseil d'Etat si l'on ne le fixe à trois cents louis d'or.

«2. Le Conseil d'Etat emploiera tous les moyens qui sont en son pouvoir pour procurer à M. de Kalbermatten le dédommagement qui lui est dû de la part de l'auteur s'il peut être découvert ou de la générosité du gouvernement français de la part duquel satisfaction a été demandée et auquel le Conseil d'Etat a cherché de lui procurer la plus solennelle par les motifs sacrés de justice et de reconnaissance sans ménager les frais ni les personnes.

«3. En attendant et dans l'incertitude d'y parvenir, le Conseil d'Etat alloue au moins à M. de Kalbermatten, pour une marque de dédommagement cent louis d'or pour ses frais et dommages qui lui seront payés aussitôt sous la réserve cependant de l'approbation de la Diète lors de la reddition des comptes de 1804, approbation dont le Conseil d'Etat ne doute pas.

«4. Si le Conseil d'Etat parvient à procurer à M. Kalbermatten un vrai, ou du moins un plus grand dédommagement, lesdits seize cent francs suisses rentreront à la caisse de l'Etat et le surplus sera encore remis à M. de Kalbermatten »⁶⁹.

Le 13 novembre 1804, de Kalbermatten accepte avec des «sentiments de reconnaissance» les dédommagements que lui alloue l'arrêté du 12 juin. Le lendemain, le Conseil d'Etat décide que «M. de Kalbermatten sera payé sur-le-champ de ladite somme de cent louis que ledit arrêté lui accorde»⁷⁰.

* * *

Nous voici au terme de «l'affaire de M. de Kalbermatten». Les documents que nous avons pu utiliser pour en expliquer le déroulement corroborent presque tous le jugement du chanoine Anne-Joseph de Rivaz sur ce scandale. Il est possible que la découverte de nouveaux témoignages permettra un jour d'apporter des précisions supplémentaires sur les différents épisodes de ce procès et sur le rôle qu'y a joué le grand bailli. Afin de ne pas accabler Augustini, il n'est que justice, pour l'instant, de rapporter au moins partiellement la lettre qu'il adressait à Louis de Kalbermatten, le 11 juillet 1804: «Si, d'après ma façon de voir, le bien de la chère patrie, et la reconnaissance, et les égards dus au gouvernement français ont commandé des choses désagréables pour vous, je n'ai cependant pas cessé un instant de

⁶⁹ AV, M 14, nos 208-209, séance du 12 juin 1804.

⁷⁰ AV, M 15, n° 53, séance du 14 novembre 1804.

rendre justice à vos actions qui ont démontré la force de votre amour de la patrie. Mais à moi, on ne me la rendra que quand je serai mort ; car alors, le Valaisan impartial sera obligé de convenir que le grand bailli Augustini n'avait ni femme, ni enfant, ni intérêt pour lui quand il s'agissait des intérêts de la patrie ; alors, il était toujours tuteur⁷¹. Ma mémoire en appellera à vous le premier, et vous serez assez juste et assez grand pour lui rendre cette justice et pour soutenir qu'il a du moins eu la volonté de Val[ère] Max[ime] : *Bona patriae augere et mala in se transferre voluisse*⁷². Hé ! vous l'avez sans doute aussi cette volonté ! »⁷³

Feignons d'ajouter foi à cette déclaration d'intention. Il semble difficile de manifester moins de sévérité.

Michel SALAMIN

⁷¹ Tutoriste = adepte du système de théologie morale en vertu duquel on serait tenu de suivre l'opinion la plus sûre toutes les fois que l'opinion la plus large n'est pas théoriquement la plus certaine.

⁷² Le texte de Valère Maxime, *Actions et Paroles mémorables*, Liv. I, Chap. V, n° 2, porte : *Aequae enim virtutis est et bona patriae auxisse et mala in se transferri voluisse* : « en effet, il y a un égal mérite à accroître le bonheur de sa patrie et à vouloir en détourner sur soi les malheurs. »

⁷³ AV, M 37, pp. 159-160, minute.